

« Affaires » troubles en Belgique

Quand « ceux d'en haut » ne peuvent plus continuer d'agir de la même façon et ... « ceux d'en bas » le voudraient encore ... ¹

« C'est notamment aux sommets de la société bourgeoise que l'assouvissement des convoitises les plus malsaines et les plus dérégées se déchaînait, et entraînait à chaque instant en conflit avec les lois bourgeoises elles-mêmes, car c'est là où la jouissance devient crapuleuse, là où l'or, la boue et le sang s'entremêlent que tout naturellement la richesse provenant du jeu cherche sa satisfaction. L'aristocratie financière dans son mode de gain comme dans ses jouissances, n'est pas autre chose que la résurrection du lumpenprolétariat dans les sommets de la société bourgeoise. »

(Karl Marx, *Les luttes de classes en France 1848-1850*, Ed. JJ Pauvert, p.60-61)

L'éclatement de la série de « scandales » financiers, malversations et turpitudes diverses au sommet des différents appareils d'Etat – gouvernement, justice, magistrature, police, gendarmerie, armée, etc. – matérialise à la fois la crise profonde de la démocratie sociale, ayant de moins en moins de moyens pour garantir le prix de la paix sociale avec les illusions qui en découlent et la tentative par l'Etat lui-même de déclencher dans et au travers de cette crise de régime une opération « *mains propres* » ² d'auto-nettoyage d'envergure, lui permettant ainsi de retrouver une certaine crédibilité et de se relégitimer.

Pour la triste Belgique, cette thèse n'a rien de très original car, encore une fois, il s'agit de l'application, décalée dans le temps d'un schéma ayant déjà fait ses preuves en Italie ³.

Les faibles performances économiques qui caractérisent le capitalisme belge contemporain ont exigé, du point de vue de ce capital social national, d'aligner une série innombrable de plans et de budgets de misère ⁴. Leurs pendants sont les différentes opérations « *mains propres* », qui visent à soumettre à la détermination et aux temps de la politique bourgeoise toute possibilité de réaction d'ampleur du prolétariat contre l'aggravation de sa condition.

¹ « C'est seulement lorsque 'ceux d'en bas' ne veulent plus et que 'ceux d'en haut' ne peuvent plus continuer de vivre à l'ancienne manière, c'est alors seulement que la révolution peut triompher. » (Lénine, *La maladie infantile du communisme*, Presse Novosti, p.87)

² En référence à l'enquête « *mani pulite* » menée depuis des années par le Tribunal de Milan qui a contribué à reformuler par la force les formes de la démocratie politique italienne.

³ Nous notions déjà lors de l'application du « *Plan Global* » en Décembre '93 que le schéma était largement inspiré du modèle italien. Les « *scandales* » de l'époque – hélicoptères Agusta – et l'assassinat du vice-premier ministre Cools avaient servi de catharsis afin de détourner la rage ouvrière vers les puissants corrompus et non vers le système lui-même. De la même manière que dix ans plus tôt, l'Etat belge avait appliqué point par point la « *stratégie de la tension* » (encore une politique qui provenait du laboratoire italien) – notamment à l'aide des fameux tueurs du Brabant – afin de renforcer l'appareil d'Etat tout en prévenant par une répression et un extraordinaire déploiement de forces, toute réaction prolétarienne. Nous écrivions en '93 :

« Aussi, les classes dominantes, par les grandes lessives actuelles effectuées au sein du personnel politique au pouvoir, se préparent à leur assurer une relève plus musclée de type populiste ou de nationalisme bonapartiste (Vlaams Blok, FN, ...) Pour l'heure, alors qu'il ne manque plus à la Belgique qu'un bon Berlusconi national, en remplacement du Roi des Ondes, il y a toutefois déjà un roi qui vibre : Albert II . »

(Belgique, Automne 93 : Action ouvrière contre « *Plan Global* », MC, supplément au n°5)

⁴ Si l'on considère le salaire réel, que l'économie classique réduit au pouvoir d'achat, on peut noter qu'« une étude du ministère de l'Emploi et du Travail indique en effet que le pouvoir d'achat de la population active s'est accru sans ratés jusqu'en 1979, pour se dégrader ensuite rapidement de quelque 15% jusqu'en 1986-87, après quoi il connut à nouveau une progression. Mais en 1995, il se situait toujours largement en deçà du pouvoir d'achat de 1979. » (In Le Vif/l'Express, 12/04/96, p.42).

Cependant, la vague actuelle de « *scandales* » avec ses multiples rebonds est d'une intensité et d'une importance politique et idéologique sans précédent. En effet, c'est la bourgeoisie elle-même par l'intermédiaire de son Etat qui simule largement la crise de régime et en amplifie la portée pendant que son état-major réussit à faire passer le nouveau budget, s'excusant par la suite de devoir obtempérer à des vulgaires priorités économiques alors que la Belgique toute entière se concentre sur la pédophilie.

Le nouvel Etat fédéral belge, à l'assise constitutionnelle contre-révolutionnaire parfaitement inscrite dans la lignée de la création de l'Etat belge en 1831, n'a plus d'autres raisons d'être que la gestion de sa crise financière, l'exercice du monopole monétaire, la maîtrise du couple armée/gendarmerie et, de plus en plus, l'existence d'une monarchie comme dernier lien symbolique dans l'administration de la chose publique ⁵.

Pour l'heure, à défaut d'une forte accumulation de capital, l'enjeu essentiel pour la bourgeoisie réside justement dans sa capacité politique à reconstruire un appareil exécutif crédible et efficace dans les conditions spécifiques d'une crise financière chronique de l'Etat.

C'est dans ce contexte qu'a éclaté la dernière vague de « *scandales* » sur les enlèvements et les assassinats d'enfants, amplificateurs accidentels de la longue suite protéiforme d'« *affaires* » et des réactions populaires. Les « *scandales* » récents, au-delà de l'intérêt morbide qui les entoure, ne révèlent en dernière instance que le caractère mafieux de l'ensemble des structures de l'Etat.

Pour fonctionner, le régime de démocratie sociale – régénéré et renforcé après la seconde guerre impérialiste mondiale – a du, en Belgique comme dans tous les pays industriels européens de taille moyenne, s'appuyer à tous les niveaux sur un système de clientélisme et de protection captive désormais compatible à la phase historique de soumission réelle du travail au capital. La répartition de la manne financière américaine du plan Marshall et des bénéfices de la reconstruction ne pouvait pas se faire en s'appuyant sur les anciennes institutions et l'ancien personnel politique dirigeant qui avaient abondamment été impliqués dans la collaboration et la compromission avec les allemands. Bon nombre d'Etats européens, emportés dans la tourmente de la guerre, s'étaient effondrés sur pieds ou avaient succombé face à la pression conjointe des principaux belligérants. Les vainqueurs avaient du procéder à la formation hâtive de nouveaux exécutifs et de nouvelles couches dirigeantes dont souvent le peu de légitimité vis-à-vis de la société civile avait été gagnée hors de procédures et d'instances démocratiques consolidées.

En Italie, par exemple, on assistera à la formation d'une République démocratique sous stricte tutelle américaine dont les piliers étaient à la fois les résistants staliniens pro-russes, l'ancienne administration fasciste, l'Eglise neutraliste et la Mafia sicilo-américaine. Un tel éclectisme ne pouvait qu'encourager d'une part l'éclatement précoce et le partage complet de l'Etat (*lottizzazione*) et d'autre part la consolidation des réseaux parallèles extra-légaux de gestion de la chose publique.

En Belgique aussi, le nouveau régime a peu à peu vidé la démocratie parlementaire – républicaine ou monarchique – de tout sens et de toute fonction effective, et a laissé aux différents groupes de la bourgeoisie la pleine latitude extra-institutionnelle pour s'organiser et départager leurs différends. Ainsi, à mesure de l'aggravation de la crise financière de l'Etat – elle-même déterminée par le ralentissement général du taux d'accumulation de capital –, les intérêts spécifiques des différentes fractions des classes dominantes se sont d'abord autonomisés, puis ouvertement heurtés à

⁵ Cf. la récente nomination de la princesse Astrid en tant que sénateur de droit.

l'intérêt général de la bourgeoisie en tant que classe unique représenté, tant bien que mal, par l'Etat.

La perte croissante d'importance des sphères législatives et exécutives a permis le développement de ce qu'un Marx particulièrement visionnaire avait appelé « la résurrection du lumpenprolétariat dans les sommets de la société bourgeoise ». On a assisté à la transformation mafieuse accélérée du sommet de la société civile et, par là, de la société civile dans son ensemble.

La liste des personnalités non encore impliquées dans telles ou telles « affaires » est certainement plus courte que celle de leurs collègues impliqués. Pour ne citer que les derniers en date et les plus célèbres, notons que les notables inculpés par les inquisiteurs en toge d'hermine résident indifféremment au nord et au sud du pays, et y compris dans la région germanophone (voir l'affaire Franz-Joseph Schmidt) qui est habituellement oubliée : Théo Kelchtermans (CVP), Jos Chabert (CVP), Léo Delcroix (CVP), Karel Prinxten (CVP), Willy Claes (SP ayant du démissionné de la Présidence de l'OTAN), Johan Vande Lanotte (SP, couvrant toutes les magouilles de la gendarmerie) ; les Wallons et Bruxellois Guy Coëme (PS), Alain Vanderbist (PS), Guy Mathot (PS), Guy Spitaels (PS), Charles Picqué (PS), JP Grafé (PSC), Elio Di Rupo (PS) ... sans oublier les différentes « affaires » qui frappent les libéraux du VLD et du PRL-FDF et celles qu'impliquent les magistrats nommés ouvertement en fonction de leur appartenance politique (Cf. Le Vif/L'express 22/11/96, p.17). Au même temps, resurgit l'« affaire » des tueurs du Brabant, qui touche – comme notre courant n'avait cessé de l'affirmer à l'époque – les plus hauts niveaux de la gendarmerie et des fractions politico-financières de l'Etat dans le but, aujourd'hui révélé, de préparer un coup d'Etat ou au moins de muscler l'Etat démocratique existant.

Ce *continuum* d'« affaires » montre clairement le caractère globalement et intrinsèquement mafieux de la domination bourgeoise qui, a enfermé l'ensemble de la société civile en une toile au dense maillage des différentes pègres (franc-maçonneries, *Opus Dei*, CEPIC, WNP, Sécurité d'Etat, GLADIO, ...). L'individu-citoyen, pour accéder à quoique ce soit – du logement au boulot en passant par le diplôme, etc. –, doit se soumettre aux multiples réseaux extra-légaux et aux rackets qui envahissent systématiquement presque tous les aspects de la vie, tant sociale que privée.

Il n'y a pas un secteur de la société qui ne fonctionne pas selon le rapport de soumission-dépendance du citoyen au clientélisme et à la protection captive généralisée. Ce type particulier de relation se greffe tout naturellement sur le rapport social général dominant de l'échange de marchandises et il en représente une excroissance tout à fait compatible avec celui-ci jusqu'à un certain point.

Ainsi, l'indignation, orchestrée ou pas, exprimée par la population au vu des crapuleries bourgeoises les plus criantes (réseaux de pédophilie marchande, assassinats répétés, corruption généralisée, protection captive banalisée, ...) ne constitue pas l'ultime sursaut salutaire d'une classe exploitée qui n'en veut plus mais, peut-être malgré elle, la tentative de rationaliser le système, la demande du maintien de celui-ci, enfin expurgé de ses aspects par trop voyants et dépravés. De plus, ces mouvements citoyens revendiquent la restauration stricte de l'intérêt général du capital, le respect rigoureux des lois bourgeoises et leur renforcement répressif. Ils prônent l'égalitarisme de la pauvreté généralisée et l'égalité face au mauvais sort que le mode de production dominant réserve aujourd'hui aux opprimés. En définitive, ces mobilisations de citoyens indignés oeuvrent activement pour la résolution capitaliste de la crise financière de l'Etat.

Pour preuve, il suffit de songer aux pompiers de Liège lavant bénévolement à grande eau la façade du Palais de Justice ... afin que cette dernière puisse de

nouveau retrouver son éclat, sans les débordements et les outrances qui dérangent. *De facto*, la populace mobilisée demande à la bourgeoisie d'appliquer sérieusement les règles de sa domination. En réalité, les 300.000 marcheurs de la *Marche Blanche* du 20 octobre '96 ont acclamé la paix sociale et ont offert leur reddition individuelle devant la dictature impersonnelle du capital ; quelque part, celle-ci rassemblait étrangement à une autre *marcia* ... celle sur Rome de 1922, premier acte de l'arrivée au pouvoir en Italie de Benito Mussolini et de son parti fasciste⁶.

Au cours de ces événements et en attente d'un homme providentiel de carrure nationale, la seule fraction qui s'est considérablement renforcée et qui peut se présenter à terme comme une alternative au système actuel est celle du *Vlaams Blok* ⁷. Il est bien évident que la perspective rapprochée du renforcement des mouvements fascistes (situation très semblable à ce qui se passe dans d'autres pays comme l'Italie, la France et l'Espagne) sert également les courants traditionnels de la démocratie frileuse, car son existence leur permet de démontrer que, malgré tout, ils sont le moindre mal et l'ultime recours contre la barbarie antidémocratique.

Le prolétariat se trouve donc enfermé toujours davantage dans l'alternative sans issues à lui favorables entre un régime démocratiquement corrompu et le fascisme rédempteur. Ce faux choix, c'est un piège classique des situations de crise politique, qui préparent le cours vers la guerre impérialiste.

« Quel que soit le groupe de pitres installé au pouvoir, la bureaucratie, la police, l'armée et la magistrature sont donc pour le fascisme qui est leur allié naturel. »
(*Du gouvernement*, Il Communista, 2 décembre 1921)

Cette même gauche communiste, en son temps, avait écrit que le fascisme n'est pas en opposition à la démocratie mais, bien au contraire, il en est son ultime défenseur.

« Quand à l'influence du fascisme sur les masses, elle résulte d'une imitation de l'attitude classique de la démocratie bourgeoise : quand on affirme que tous les intérêts doivent se subordonner à l'intérêt national supérieur, cela signifie qu'on préconise en principe une collaboration de toutes les classes, alors qu'en pratique, on défend tout simplement les institutions bourgeoises contre les tentatives d'émancipation révolutionnaire du prolétariat. C'est ce qu'a toujours fait la démocratie libérale. »

(Rapport de A. Bordiga sur le fascisme au IV^e Congrès de l'Internationale Communiste, 16 novembre 1922)

Dans le processus de renforcement/fascisation du régime, à l'époque du rétrécissement général des réserves disponibles de la démocratie sociale, et en vue de la préparation d'un bloc réactionnaire guerrier (processus également présent en France ⁸), les partis traditionnels peuvent eux-aussi former l'un des axes de la restructuration fasciste. Ainsi, pour la Belgique, le CVP (social-chrétien flamand) par sa structure (fédération de groupements socioprofessionnels – *standen* –, comme dans le syndicalisme fasciste) peut, en totalité ou en partie, lui fournir un coffre adéquat. Il est utile de rappeler qu'historiquement le fascisme belge de l'entre-deux guerres, à l'exception des nationalistes flamands du VNV (VerdiNasodeVlag) , s'est essentiellement constitué sur la base de la scission des partis démocratiques qui donnèrent naissance, au sein de la famille chrétienne, à REX, dirigé par L. Degrelle, et, au sein de la famille socialiste, à l'U.T.M.I. – Union des Travailleurs Manuels et

⁶ Notons, pour la petite histoire, la présence médiatisée (voir Libération du xx/11/1996) du sieur Raoul Vaneigem qui, une fois de plus, a réussi à s'impliquer dans le Spectacle concentré.

⁷ Cf. les tentatives actuelles du V.B. de développer une aile francophone.

⁸ *« Autour du F.N. s'agglutine de plus en plus solidement l'embryon d'un bloc social réactionnaire post-démocratique. »*

(Le Bulletin Ouvrier n°1, Juin 1995, p.58)

Intellectuels –, dirigée par Henri De Man, section non négligeable du POB, Parti Ouvrier Belge, ancêtre du PS actuel.

Il est notable que la grande partie de la bourgeoisie belge et le roi ont largement collaboré au régime d'occupation nazi. A la Libération, à part quelques lampistes, contrairement aux ordres reçus du gouvernement en exil à Londres, c'est la même gestion qui a continué sous le « nouveau régime ». Le pacte social de la Reconstruction nationale avait été élaboré en petit comité, avant la libération, sur la base d'un schéma corporatiste tout en créant de nouveaux syndicats dont la FGTB-ABVV.

A l'heure actuelle, le rôle des néo-fascistes ⁹ demeure dans l'action de dilution des différences entre certaines fractions de la droite parlementaire et celle traditionnellement extraparlamentaire. La réussite de cette manoeuvre tactique devrait leur fournir à la fois une crédibilité renouvelée et le complément de cadres politiques venant des partis démocratiques qui leur font, à ce jour, relativement défaut.

Il serait profondément erroné de quérir la base de ces recompositions politiques au niveau des querelles idéologiques, car le néo-fascisme a amplement montré sa grande flexibilité idéologique. En revanche, il faut la chercher dans les déterminants économiques qui détruisent davantage la forme présente de la démocratie sociale.

« Ce n'est pas la fin des idéologies qui provoque le rapprochement programmatique entre les versants opposés de l'échiquier politique capitaliste, mais bel et bien l'épuisement progressif des possibilités globales d'action anticyclique et d'expansion de la démocratie sociale des Etats bourgeois. »

(Le Bulletin Ouvrier, idem, p.70)

A l'heure de la montée concomitante d'« affaires » rendues publiques et de la fraction fascisante de l'appareil d'Etat, qui se fait le chantre à la fois de la purification du système et de sa remise en question partielle, le prolétariat demeure la victime toute trouvée des mesures d'austérité budgétaire, des plans de restructuration et de la contre-révolution préventive. La mise en scène idéologique de la purification de l'Etat vise à intégrer les fractions ouvrières, dissoutes dans la mare des citoyens responsables, à la refonte d'un lien social démocratique qui est de moins en moins matériellement fondé.

Le fait que certains secteurs ouvriers aient spontanément débrayé en solidarité avec les familles essentiellement ouvrières des victimes ¹⁰ et aient formellement exprimé une certaine critique de la « *justice de classe* » ne signifie guère qu'il serait en train de mûrir un antagonisme global contre le mode de production capitaliste et sa société au sein de la classe exploitée. La preuve de ce que nous disons a été livrée par la présence massive et à titre individuel à la grande marche/lessive blanche de deux jours après des ouvriers grévistes.

De surcroît, il y a eu, simultanément à la *Marche Blanche*, le retrait des revendications ouvrières exprimées ici et là par la lutte dans la période qui a précédé l'explosion des « affaires » et le retour en force de l'encadrement syndical. Pourtant, les syndicats ne sont pas étrangers aux « *scandales* », loin de là Mais aujourd'hui, comme le hasard fait bien les choses, les « affaires » avec des syndicalistes impliqués sont pour le moins négligés au profit de celles qui touchent certains politiques et certains juges.

⁹ Il s'agit de fascistes qui ont compris l'importance contingente de leur participation au jeu démocratique, à l'instar du FN en France ou de l'ex MSI en Italie.

¹⁰ Ford à Genk et surtout Volkswagen à Bruxelles-Forest, qui ont été les premiers à faire grève pour aller occuper le Palais de Justice de Bruxelles.

Il n'est donc pas étonnant que, lors du conflit de Caterpillar ¹¹, ce furent les syndicats qui furent croire qu'ils avaient réussi à « *maintenir l'emploi* » contre les menaces de délocalisation, moyennant la diminution globale des salaires en trois ans. On est parvenus à faire passer sans la moindre difficulté sous silence que cela correspondait parfaitement aux exigences patronales car l'objectif de diminuer la masse salariale et de précariser l'emploi avait enfin été atteint. Dans ce contexte, la lutte chez Caterpillar a constitué le laboratoire syndical de l'adhésion des ouvriers aux desseins capitalistes de baisse massive et générale des salaires réels. Nous avons là le cas inverse de la réaction ouvrière de mai '96 contre le partage de la misère, où les ouvriers de Cockerill Sambre, Carlam, et Glaverbel avaient massivement rejeté les propositions à la fois syndicales et patronales d'une réduction de l'ensemble des salaires en échange de l'embauche définitive de leurs collègues nouvellement engagés ¹².

Ainsi, même si les ouvriers « *commencent à en avoir gros sur la patate* » et « *en Flandre, ils critiquent de plus en plus ouvertement leurs délégués* » ¹³, pour l'heure, ceux-ci ne parviennent aucunement à se détacher de la grande mascarade en cours et encore moins à identifier leurs propres intérêts de classe.

Le climat social reste globalement soumis à la détermination politique bourgeoise ; le blanc demeure la couleur dominante dans la triste Belgique en restructuration ¹⁴.

« *L'époque des moyens libéraux est close et le programme de la gauche consiste à maintenir l'ordre avec plus d' 'énergie' que la droite. On fait avaler cette pilule aux travailleurs sous prétexte que ce sont des 'réactionnaires' qui perturbent l'ordre et que ce sont les bandes armées de Mussolini qui feraient les frais de l' 'énergie' du gouvernement de gauche. Mais comme le prolétariat a pour mission de détruire, votre ordre maudit, pour instaurer le sien, il n'a pas de pire ennemi que ceux qui proposent de le défendre avec le maximum d'énergie.* »

(*Du Gouvernement*, Il comunista, 2/12/1921)

Par conséquent, les « *affaires* » et leurs rebondissements quasi journaliers servent la restructuration de l'Etat. C'est dans le feu régénérateur de ce que les classes dominantes elles-mêmes appellent une crise de régime que se mettent en place les éléments de la solution bourgeoise aux fissures et aux contradictions de ses appareils exécutifs super-structurels, et ce d'autant plus efficacement et rapidement qu'il n'existe pas de menace ouvrière d'envergure, sinon potentielle.

Du côté des expressions politiques du capital, l'opération en cours favorise le remplissage des extrêmes de l'échiquier politique, plus adaptées à fonctionner comme soupapes politico-militaires et comme canaliseurs dans des situations de guerre et/ou de révolution. D'une part, on assiste au renforcement des composantes fascistes, autour de certaines fractions des partis traditionnels et/ou du *Vlaams Blok* ¹⁵ ; d'autre part, on s'affaire autour de la refondation de la gauche avec, dans le rôle de *guest star*, les microscopiques trotskistes qui essaient de redonner vie à un PCB micro-microscopique ¹⁶. Pour leur part, en un processus en cascade, les restes de ce

¹¹ Grève du 28 octobre '96 en réaction aux licenciements secs de 227 ouvriers sur 2500.

¹² Cf. à ce sujet le tract que notre mouvement avait diffusé à l'époque dans les différentes usines.

¹³ In Le Vif/L'express 22/11/96.

¹⁴ Il est néanmoins significatif de souligner la bavure de la marche blanche, « l'oubli » sur la stèle des enfants assassinés et disparus de Loubna Benaïssa indiquant clairement que même en tant que citoyens/atomisés, les immigrés maghrébins n'ont pas la même valeur démocratique.

¹⁵ Cf. sa réorientation derrière des leaders moins ouvertement fascistes et surtout son implantation croissante au sein des syndicats d'Etat dont le socialiste FGTB/ABVV.

¹⁶ Il est également intéressant de noter que le PTB (Parti du Travail de Belgique, national/stalinien, ex-maoïste) a tenté de récupérer la *Marche Blanche* en faisant, comme à l'accoutumé, une surenchère populiste au nettoyage étatique. Ils ont ainsi, encore une fois, rejoint leurs cousins nationalistes bruns, notamment le nouveau FN/bis.

dernier et les écolos s'emploient avec la gauche du PS (dont nous ne citerons que les inénarrables frères Moureau, dignes successeurs des Dupont/Dupond) à reconstituer une alternative de gauche plus large et à nouveau plausible ¹⁷.

« *Ce sont les dirigeants qui se placent le plus à gauche dans le syndicalisme et le socialisme qui ont proposé le remède à leur bourgeoisie: créer deux Etats fédéraux, flamant et wallon en Belgique, afin d'une part, de renforcer l'appareil d'Etat en doublant ses structures et en étendant ses ramifications, et d'autre part, en fourvoyant les revendications et les luttes du prolétariat sur le terrain bourgeois du nationalisme et du régionalisme.* »

(Le Fil du Temps, janvier 1969, n°4 : *La nation et l'Etat Belge produits de la contre-révolution*, p.1.)

Dans cette course de vitesse pour l'hégémonie des extrêmes de l'échiquier politique bourgeois, le fascisme protéiforme se prévaut d'une bonne avance, pondérée dans le sud du pays par une relative incapacité à rentabiliser durablement sa force électorale ¹⁸. Ceci explique les tentatives répétées du *Vlaams Blok* de s'implanter dans le sud et à Bruxelles.

L'analyse de ce processus complexe serait lourdement défailante si l'on sous-estimait la place occupée par la monarchie dans cette crise du régime. La monarchie a en effet été capable de se présenter comme l'ultime garante de l'Etat-nation belge fédéral, soutenue en cela par toutes les fractions politiques à l'exception notable du *Vlaams Blok* qui, en continuité avec son étalon mussolinien, est la seule force politique bourgeoise à défendre une ligne de restructuration de l'Etat explicitement anti-Belge ¹⁹ et antimonarchiste. En agissant de la sorte, le *Vlaams Blok* se rattache à la vieille position, depuis abandonnée, par la gauche institutionnelle ²⁰.

Le retour en force de la monarchie – première structure étatique à se rapprocher aux familles des victimes et seul soutien politique explicite de la *Marche Blanche* – n'est pas un épiphénomène mais bien un rempart d'ampleur de l'Etat-nation belge.

Il n'y a pas restructuration possible de l'Etat belge sans recentrage autour de la royauté, même et surtout si celle-ci a historiquement côtoyé les tendances fascistes de l'Etat et pourrait bien elle-aussi être éclaboussée par l'un ou l'autre « *scandale* » ²¹. Mais, en Belgique, on ne marche pas sans le Roi !

La monarchie a réussi, au travers des « *affaires* » et de la *Marche Blanche* à se présenter comme le seul relais étatique au malaise exprimé par la populace en mal de contrat de citoyenneté. Et ce, malgré que, dans un premier temps, les familles Russo-Lejeune, parents de Julie et Mélissa, avaient, à très juste titre, refusé le représentant du Roi aux funérailles des fillettes, arguant de l'indifférence manifeste de la monarchie durant les mois de l'enlèvement.

¹⁷ Il faut rappeler que c'est cette gauche-là qui avait sérieusement béquillé le régime bourgeois lors des grandes grèves de l'hivers 1960/61 en cassant le mouvement entre le nord et le sud du pays et en proposant la fédéralisation de l'Etat.

¹⁸ Cf. l'existence antagonique de deux FN et la guéguerre permanente des chefs.

¹⁹ Cf. leur célèbre mot d'ordre digne du gauchisme le plus débridé : « *Crève la Belgique* ».

²⁰ Depuis longtemps, celle-ci s'est complètement aplatie devant le roi (Cf. en 1950, la question royale et le sauvetage de la monarchie par le PSB-PCB).

²¹ Le seul journal à avoir un tant soit peu égratigné la monarchie est l'hebdo gauchiste français *Charlie-Hebdo* qui, depuis six semaines, n'est plus diffusé en Belgique sans qu'aucun journaliste épris de la liberté d'expression n'y trouve rien à redire.

En conclusion, les « blancs » (merveilleux symbole en regard aux « rouges »), dominant nettement l'espace politique et, à l'heure où nous écrivons ce texte, l'on ne compte plus les marches hebdomadaires ²²²³.

Pour nous, l'examen attentif et en profondeur de ce qui se passe est une impérieuse nécessité qui n'est pas dictée par la volonté journalistique de « *coller à tout prix à l'actualité* » quelle qu'elle soit. *A contrario*, il en va de la pertinence de la critique marxiste d'être capable d'analyser ces phénomènes de recomposition et de restructuration de l'Etat pour, en suite, être à même de contribuer à l'orientation indépendante du prolétariat lorsque celui-ci – sous pression des multiples attaques contre sa condition – se débarrassera, entre autre, de ses nouvelles illusions sur les « *mains propres du juge Connerotte* ».

Par delà les modalités contingentes de cette recomposition, il est certain que ce qui est en jeu actuellement, aux côtés de la maîtrise à court terme de la crise fiscale et sociale de l'Etat, c'est la formation, suivie du renforcement, du parti de la guerre impérialiste, porteur de la résolution à moyen-long terme de cette même crise. Les tendances fascistes et/ou néo-fascistes, parlementaires et extraparlémentaires réapprennent maintenant à fonctionner en aiguillons de l'affermissement guerrier de la dictature du capital.

Face aux grandes manoeuvres bourgeoises, les communistes doivent réitérer encore et encore leur position :

« Nous ne sommes donc ni pour le gouvernement faible, ni pour le gouvernement fort; ni pour celui de droite, ni pour celui de gauche. On ne nous fait pas avaler ces distinctions à effet purement parlementaire. Nous savons que la force de l'Etat bourgeois ne dépend pas des manoeuvres de couloir des députés et nous sommes pour un seul gouvernement: le gouvernement révolutionnaire du prolétariat. Nous ne le demandons à personne, nous le préparons contre tous, au sein même du prolétariat . »

(*Du gouvernement*, Il comunista, 2/12/1921)

2/12/1996

²² Même si ces familles menacent de transformer les marches « *blanches* » en « *marches rouges* », en réalité, elles propagent une solution bourgeoise radicale à la crise du régime actuelle. A quand leur cooptation au sein d'un ancien ou d'un nouveau parti rédempteur ?

²³ Notons que Russo peut effectuer son travail médiatique à plein temps, grâce à la prise en charge de son salaire par ses collègues de travail de Cockerill.